

A photograph of the Fontaine des Quatre Continents in Paris, France. The fountain is a large, ornate structure with multiple tiers and statues, set against a blue sky with white clouds. The Obelisk of Luxor is visible in the background on the left. The text 'COvea Finance' is overlaid on the image.

CO
vea Finance

Webinar Vision du Monde et des Marchés

4 avril 2024

Vers un
« multirégionalisme »

Sommaire



Sébastien BERTHELOT

Responsable d'équipe Analyse Macroéconomique



Marie-Edmée DE MONTS DE SAVASSE

Responsable d'équipe Gestion OPC Taux



Vincent HADERER

Responsable du pôle gestion Actions Internationales

01

**UN VOLONTARISME POLITIQUE ET
ÉCONOMIQUE MONDIAL**

02

INFLATION & BANQUES CENTRALES

03

MARCHÉS FINANCIERS

04

CONCLUSION

01

UN VOLONTARISME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE MONDIAL



Sébastien BERTHELOT

Responsable d'équipe Analyse Macroéconomique

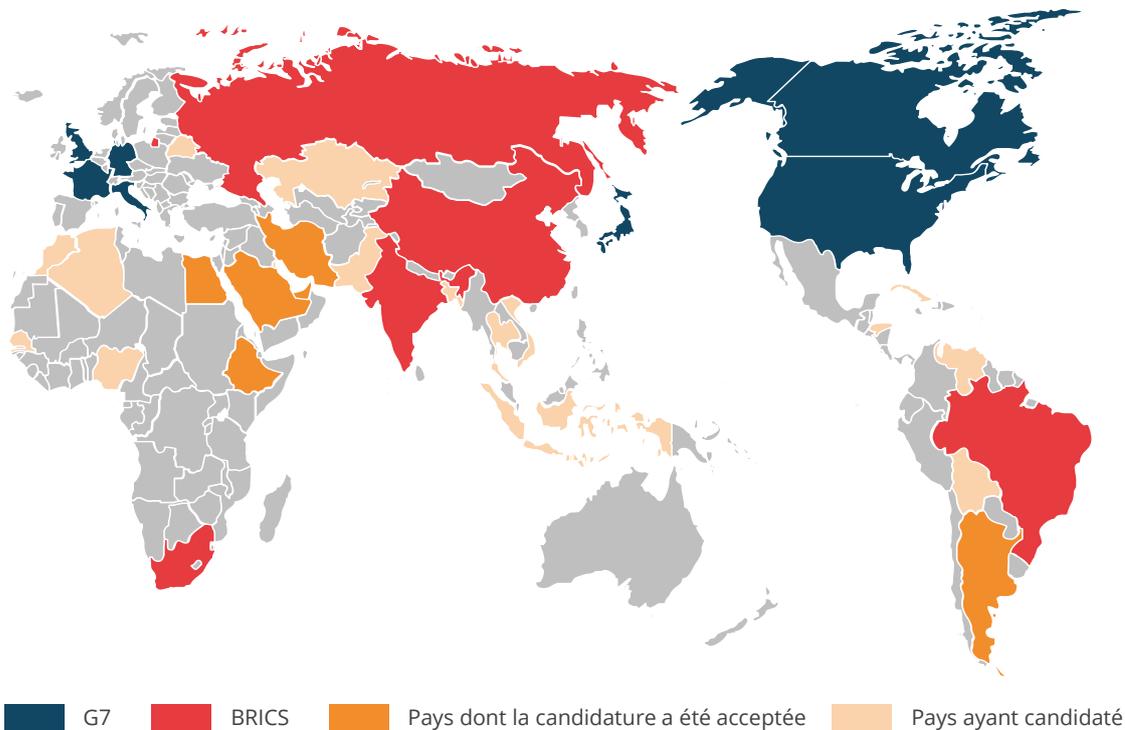


Vincent HADERER

Responsable du pôle gestion Actions Internationales

BRICS+ : l'élargissement d'un groupe de pays disparate...

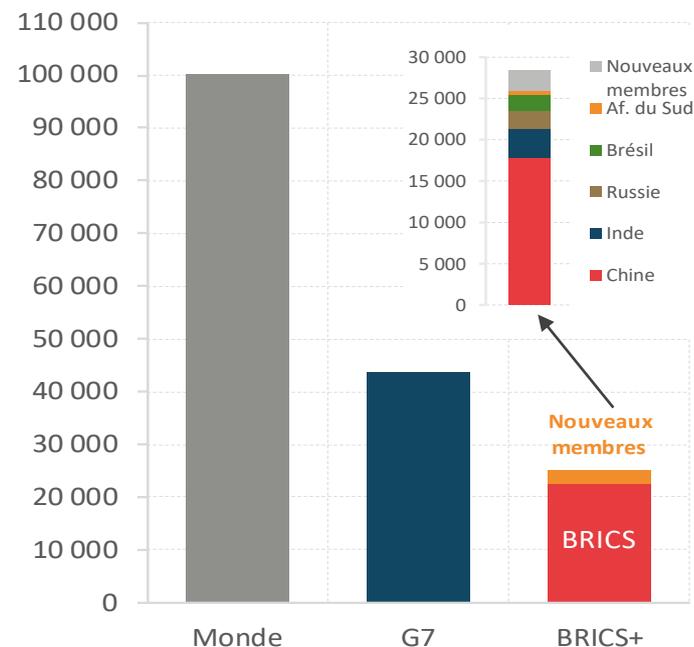
...au poids économique et politique conséquent



Source : Covéa Finance

- **Les BRICS+ (10 pays)** représentent 25,0% du PIB mondial, 21,3% du commerce mondial et 45,5% de la population mondiale en 2022.
- Leur place dans les réserves et les échanges de matières premières, notamment énergétiques, s'est considérablement accrue avec l'intégration des nouveaux membres.

Produit Intérieur Brut (Md \$, 2022)



Sources : FMI, Covéa Finance

Exportations de matières premières (% monde)

	Pétrole brut	Pétrole raffiné	Gaz naturel
G7	17%	29%	26%
BRICS (5 pays)	14%	17%	14%
BRICS+ (10 pays)	40%	26%	16%

Sources : OPEP, Covéa Finance

BRICS+ : une agrégation qui s'impose déjà dans la gouvernance mondiale

Une place non négligeable dans de nombreuses organisations et instances multilatérales

G20

Pays des BRICS+ membres :

-  Afrique du Sud
-  Arabie Saoudite
-  Brésil
-  Chine
-  Inde
-  Russie

OPEP+

Pays des BRICS+ membres :

-  Arabie Saoudite
-  Brésil
-  Emirats Arabes Unis
-  Iran
-  Russie

Conseil de sécurité de l'ONU

Pays des BRICS+ membres :

-  Chine (membre permanent)
-  Russie (membre permanent)

Agences de l'ONU dirigées par une personne originaire des BRICS+

Nationalité du directeur :

-  FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) : Chine
-  OMS (Organisation mondiale de la santé) : Ethiopie
-  OMM (Organisation Météorologique Mondiale) : Emirats Arabes Unis

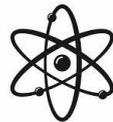


Jusqu'en 2021, l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), l'UNIDO (agence des Nations Unies pour le développement industriel) et l'UIT (Union internationale des télécommunications) étaient également dirigées par une personne de nationalité chinoise.

Puissances nucléaires

Pays des BRICS+ possédant l'arme nucléaire :

-  Chine
-  Inde
-  Russie



Puissances spatiales

Pays des BRICS+ ayant lancé un satellite :

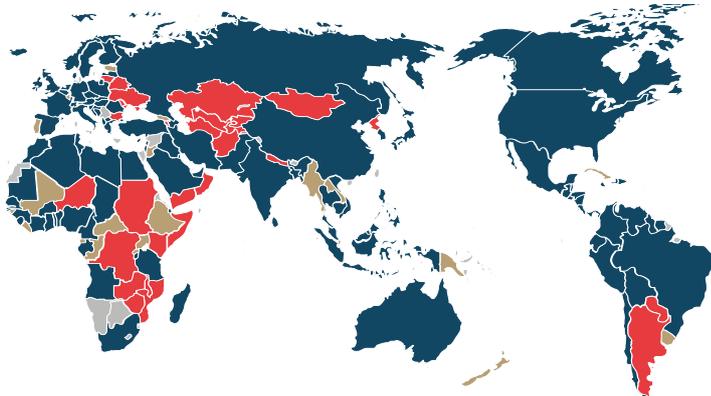
-  Chine
-  Inde
-  Iran
-  Russie



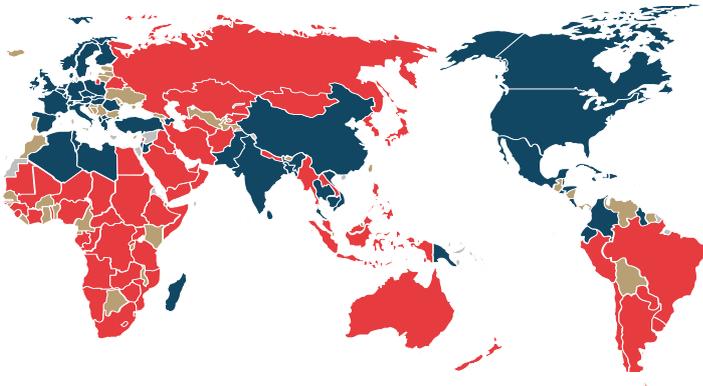
Le paysage des échanges commerciaux mondiaux redessiné en 20 ans

Les échanges commerciaux intra-BRICS+ sont en progression

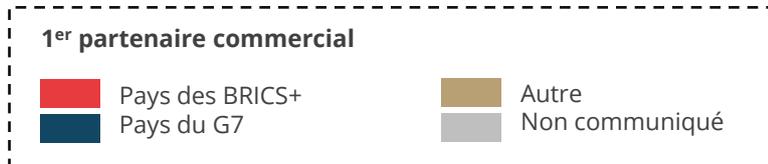
Principal partenaire commercial de chaque pays (2000)



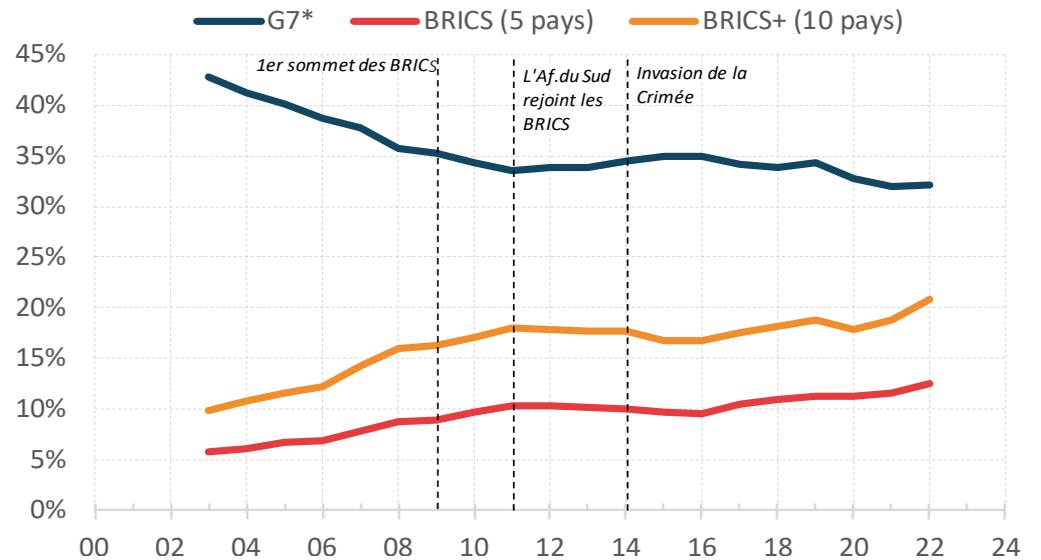
Principal partenaire commercial de chaque pays (2022)



Sources : Covéa Finance, Refinitiv, FMI



Part du commerce de biens intra-groupe (en % du commerce de biens total du groupe)



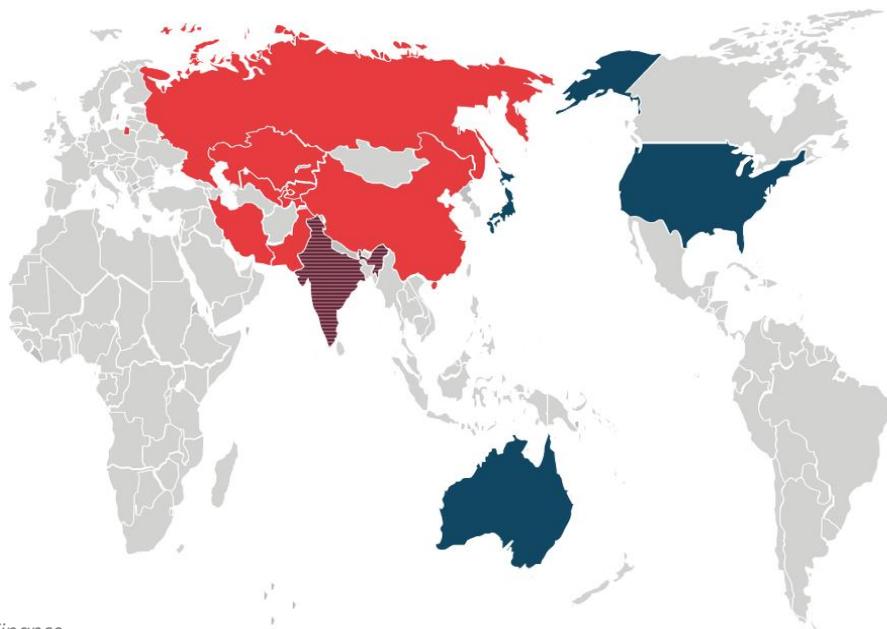
Sources : ITC, Covéa Finance

Lecture : En 2022, 21% du commerce des pays des BRICS+ est réalisé avec d'autres membres de l'alliance ; 32% du commerce des pays du G7 est réalisé avec les autres membres du G7.
*G7 = États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon

L'Inde : la diplomatie du multi-alignement pragmatique

Sur les plans stratégiques, diplomatiques et commerciaux, l'Inde semble jouer sa propre partition

Pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS²) et du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad¹)



Source : Covéa Finance

Signature	Accords commerciaux
1948	Adhésion au GATT (puis à l'OMC à partir de 1995)
1988	Système Global de Préférences Commerciales entre pays en développement (SGPC)
1993	Arrangement commercial préférentiel sud-asiatique (Bangladesh, Bhoutan, India, Maldives, Nepal, Pakistan, Sri Lanka)
1998	Inde - Sri Lanka
2003	Inde - Afghanistan
2003	Inde - Thaïlande
2004	MERCOSUR - Inde
2005	Accord commercial Asie-Pacifique (Sri Lanka, la Corée du Sud, le Bangladesh, le Laos, la Chine et la Mongolie)
2005	Inde - Singapour
2006	Accord de libre-échange de l'Asie du Sud (Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka)
2006	Chili - Inde
2006	Inde - Bhoutan
2009	ASEAN - Inde
2009	Corée, République de - Inde
2009	Inde - Nepal
2011	Inde - Japon
2011	Inde - Malaisie
2021	Inde - Maurice
2022	Inde - Australie
2022	Inde - Émirats arabes unis
2024	Inde - AELE (Suisse, Liechtenstein, Norvège et Islande)

Sources : OMC, Covéa Finance

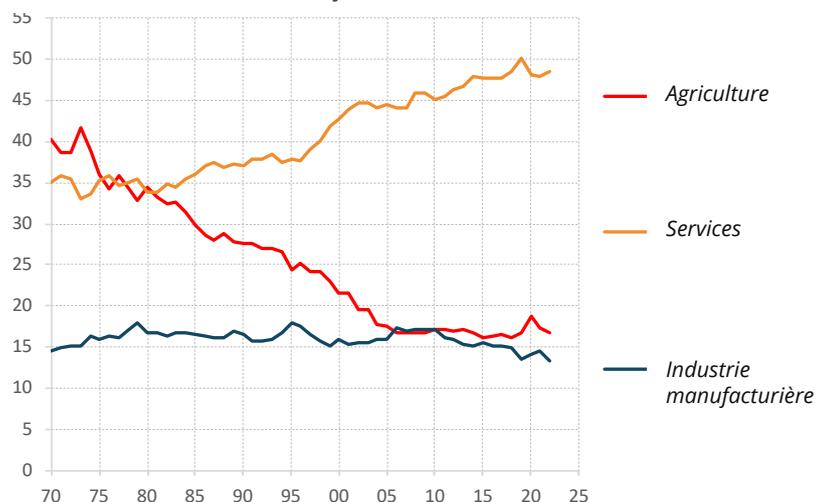
¹**Quad** : dialogue stratégique de sécurité avec des exercices militaires joint établi depuis 2017. L'accord diplomatique et militaire a été largement considéré comme une réponse au renforcement de la puissance économique et militaire de la Chine bien que les autorités indiennes ne l'aient jamais explicité ainsi.

²**OCS** : cette organisation fondée en 2001 par la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, et le Tadjikistan a des objectifs multiples : renforcer les relations de confiance et de bon voisinage entre les états membres; encourager la coopération dans divers domaines (politique, économie, science, éducation, énergie etc...); maintenir la paix, la sécurité et la stabilité de la région; promouvoir un nouvel ordre international politique et économique démocratique, juste et rationnel.

L'Inde : une volonté de renforcer son attractivité...

Une économie qui repose encore sur les services, mais avec la volonté de la rééquilibrer en renforçant son industrie

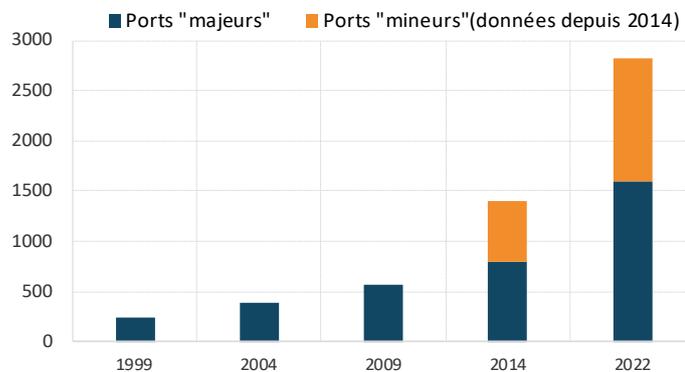
Inde : Services, Industrie manufacturière et agriculture
(valeur ajoutée, % du PIB)



Sources : Banque Mondiale (WDI), Covéa Finance
Début de la série en 1970

Dernier point : 2022

Inde : Capacité des principaux ports indiens
(millions de tonnes, années fiscales)



Sources : Ministère des Ports, de la navigation et des voies navigables, Covéa Finance

Les 12 ports « majeurs » sont administrés par l'autorité centrale alors que les ports « mineurs » sont administrés par les autorités locales.

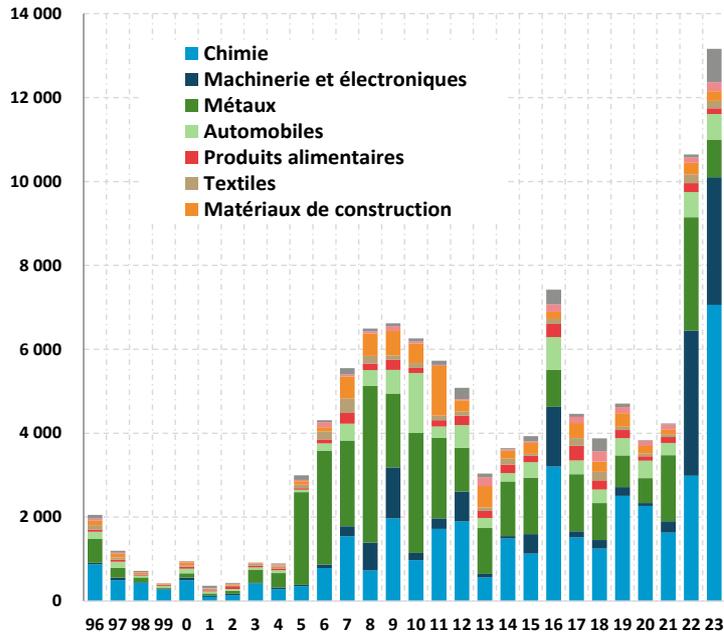
Production-linked incentive (PLI)	Date	Durée (années)	Dépenses estimées (Mds\$)	Sociétés étrangères bénéficiaires
Semi-conducteurs et des écrans	15-Dec-21	5	9,19	
Automobiles et drones	15-Sep-21	5	3,15	Hyundai, Toyota, BASF, Bosch, Nidec, Valeo, Denso, Mahle, Schaeffler
Textiles	08-Sep-21	5	1,29	Autoliv, Kimberly Clark
Acier	22-Jul-21	5	0,76	ArcelorMittal, Tata Steel
Stockage des batteries (Advanced Chemistry Cells)	12-May-21	5	2,19	
Panneaux photovoltaïques à haut rendement	07-Apr-21	5	0,54	First Solar
Climatiseurs et lampes LED)	07-Apr-21	5	0,75	LG Electronics, Mitsubishi Electric, Daikin
Transformation alimentaire	31-Mar-21	6	1,32	Nestle, Unilever
Matériel informatique	24-Feb-21	4	0,89	Dell, HP, Foxconn
Produits pharmaceutiques Médicaments	24-Feb-21	6	1,81	Mylan Laboratories, Amneal Pharmaceuticals
Produits de télécommunication et de réseau	17-Feb-21	5	1,47	Nokia, Samsung
Appareils médicaux	21-Mar-20	5	0,41	Siemens Healthcare, GE Healthcare, Philips
Médicaments (Substance active)	21-Mar-20	8	0,84	
Fabrication électronique à grande échelle	21-Mar-20	5	4,95	Wistron, Pegatron, Samsung
Fabrication de composants électroniques spécifiés	11-Mar-20	4	0,25	
Total			29,82	

Sources : Gouvernement indien, Morgan Stanley, Covéa Finance

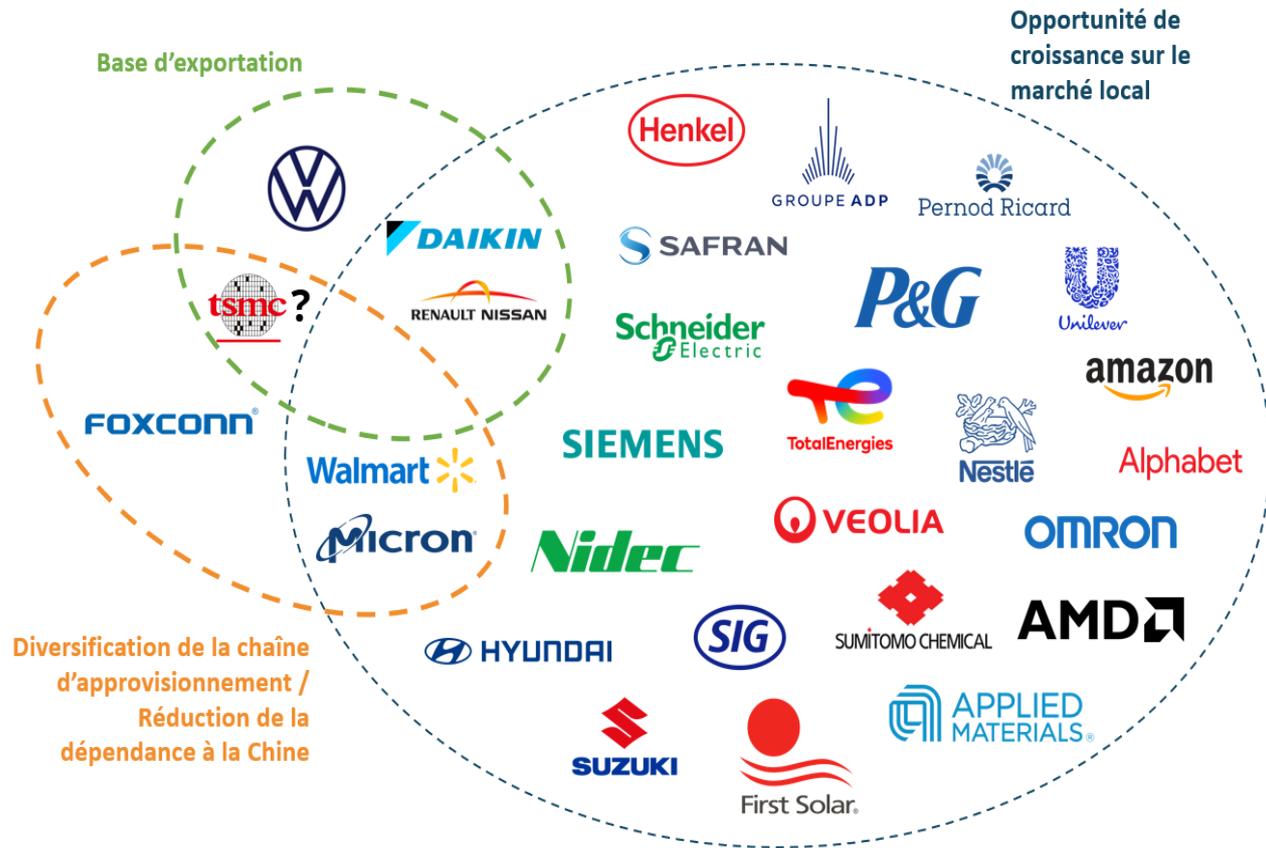
L'Inde : ... qui se traduit par une multiplication des projets d'implantation

Des projets qui se multiplient, accompagnés par l'installation de groupes internationaux

Nouveaux projets manufacturiers annoncés en Inde
(en milliards de roupies indiennes)



Sources : CMIE, Macquarie, Covéa Finance au T3 2023



Notre constat : l'Inde n'est pas la Chine !

Une comparaison sous plusieurs angles

Comparaison Inde - Chine

 Convergences
 Divergences

	Indicateurs	2001*		2022**	
		Inde	Chine	Inde	Chine
PIB	PIB (% du PIB mondial)	1,7%	6,1%	3,3%	18,1%
	PIB/habitant (PPA,\$ constant : prix de 2017)	2 647	3 712	7 112	18 188
Industrie	Production manufacturière (% de la prod. manif. mondiale)	1,5%	8,6%	2,8%	30,5%
	Production manufacturière (% du PIB)	16%	32%	13%	28%
Investissement	Total des investissements (% du PIB)	24%	36%	31%	43%
	Dépenses en R&D (% du PIB)	0,7%	0,9%	0,7%	2,4%
	Dette publique (% du PIB)	79%	26%	81%	77%
	Dépenses militaires (% du PIB)	2,9%	2,0%	2,4%	1,6%
Infrastructure	Lignes de chemin de fer (totales en milliers de km)	63	59	68	110
	Trafic de conteneurs dans les ports (millions d'unités équivalents 20 pieds)	3	45	20	263
Commerce international	Parts de marché dans les exportations (% des exportations mondiales)	0,7%	4,3%	1,8%	14,7%
	Exportations de services de TIC (% du total mondial)	12,5%	1,6%	13,0%	5,5%
	Dépendance énergétique***	21,6%	0,3%	34,0%	21,7%
Population	Taux d'alphabétisation (% des 15 ans et plus)	61%	91%	74%	97%
	Population de plus de 25 ans avec au minimum une licence ou équivalent (%****)	-	-	12,2%	16,1%
	Participation des femmes à la population active (% des plus de 15 ans)	30%	70%	24%	61%
Rural/urbain	Agriculture (% du PIB)	22%	14%	17%	7%
	Population urbaine (% du total)	28%	37%	36%	64%
Pollution	Emissions de gaz à effet de serre (en Mds de tonnes d'équivalent CO2)	1,7	4,8	3,2	12,9

*2004 pour l'industrie, les exportations de services de TIC.

** 2021 pour : infrastructures, exportations de TIC; 2020 : pour dépenses en R&D et les diplômes; 2019 pour : dépendance énergétique, agriculture; 2018 pour : taux d'alphabétisation

*** Dépendance énergétique = importations nettes / consommation domestique brute.

**** Pour la Chine, les données concernent les individus ayant un niveau équivalent ou supérieur ou « junior college » (2/3 ans d'éducation supérieure)

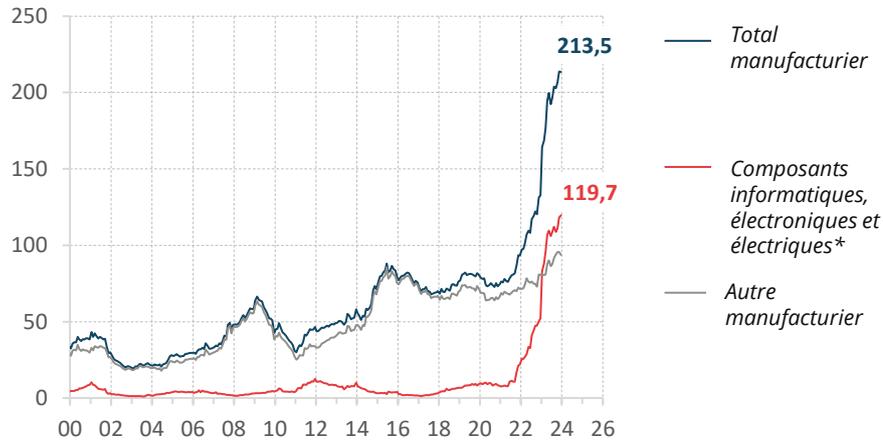
Sources : FMI, Banque mondiale, IEA, OIT, Nations Unies, Bureau national des statistiques chinois, Covéa Finance

- Notre analyse sur le devenir de l'Inde nous incite **à la comparer à la Chine au moment de son adhésion à l'OMC en 2001**. La structure des deux économies est assurément différente.
- Le parallèle le plus évident est la **volonté commune d'investir** pour diversifier une économie qui est encore très agricole et peu urbaine.
- **L'Inde peut s'appuyer sur certaines forces** (PIB/Habitant, exportations de services de TIC).
- A l'inverse, **sa dépendance énergétique, son taux d'alphabétisation et sa dette sont des handicaps** au regard de la situation de la Chine en 2001.

États-Unis : un volontarisme politique qui commence à porter ses fruits

En revanche, le ruissellement du multiplicateur d'investissement se fait attendre

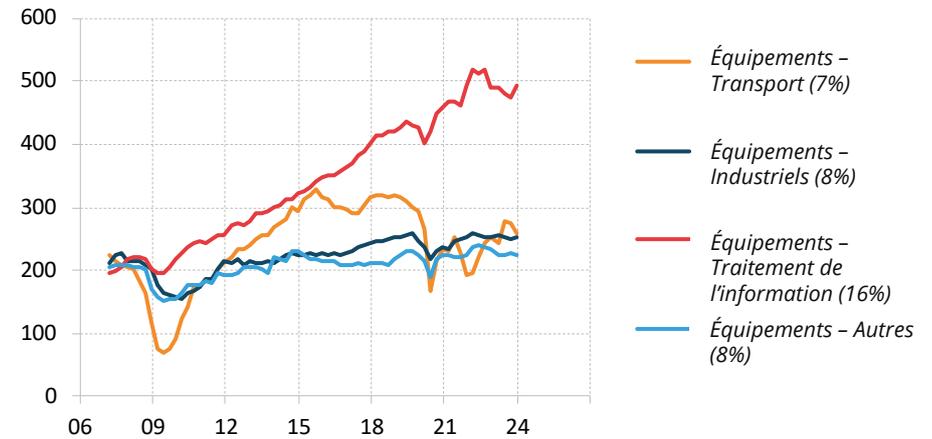
États-Unis : Dépenses de Construction privé, secteur manufacturier
(Valeur, Md \$)



*comprend les usines pour les semi-conducteurs et les batteries pour les véhicules électriques
Sources : Thomson Reuters, Census Bureau, Covéa Finance

Dernier point : déc 2023

États-Unis : Détail Investissement en biens d'équipement
(Volume, Md \$, AVS)



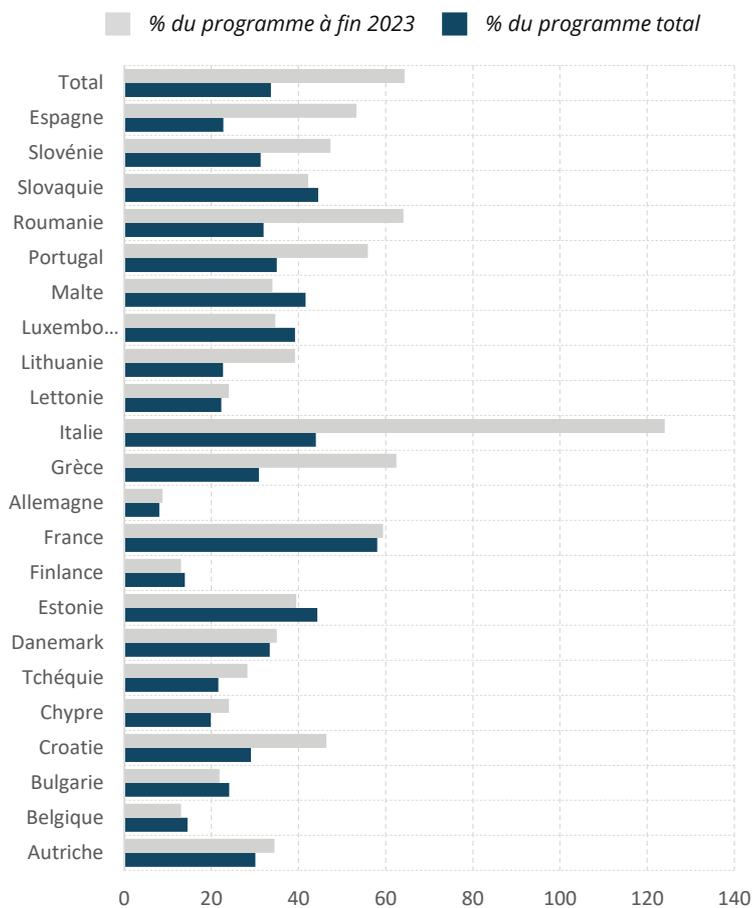
Sources : BEA, Covéa Finance.
Poids dans l'investissement non résidentiel entre parenthèse.
Début de la série en 2007

Dernier point : déc 2023

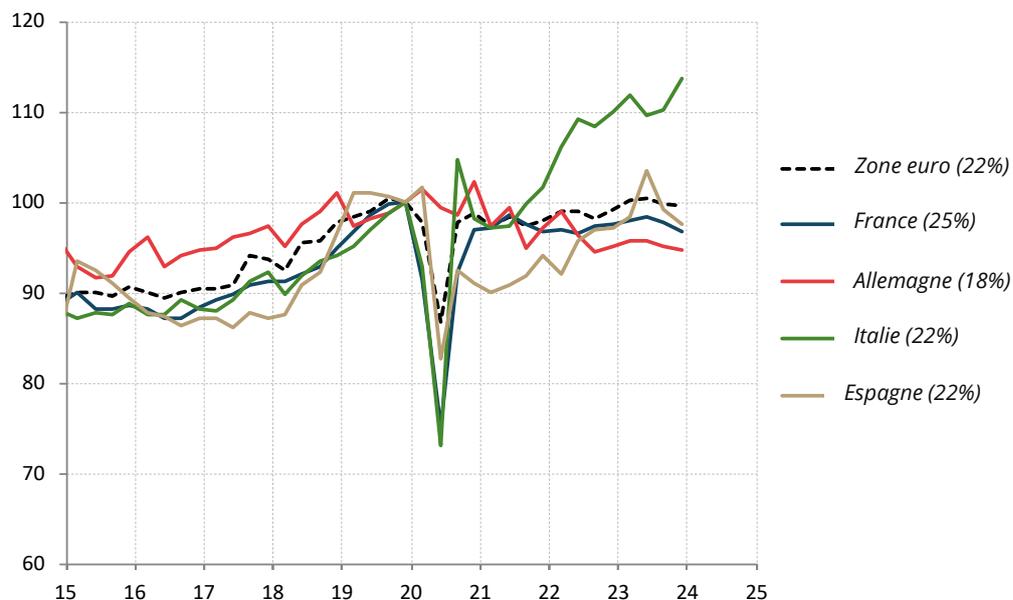
- **Les investissements en infrastructures dans le secteur manufacturier ont presque triplé en deux ans.** Cette vigueur concerne tout particulièrement les activités liées aux semi-conducteurs et aux batteries pour véhicules électriques, sous l'impulsion de *l'Inflation Reduction Act* et du *CHIPS Act*.
- En revanche, les projets d'installations d'usines ne se reflètent pas encore dans les dépenses en équipements ou dans l'emploi manufacturier qui restent atones à ce stade.

Europe : une mise en place des plans qui tarde à se concrétiser

Versements de NGEU à fin 2023



Zone euro : Investissement en construction non-résidentielle (100 en 1995)



Poids dans l'investissement national en 2019 entre parenthèse
Sources : Thomson Reuters, Eurostat, Covéa Finance.

Dernier point : nov 2023

*Le NGEU est un plan de relance post-covid d'une valeur de 750 Md€, dont les fonds sont versés par tranches aux États-Membres. Les versements sont étalés entre 2021 et 2026. Les États membres dont le plan national a été validé par le Conseil européen avant le 31.12.2021 ont pu recevoir un pré-financement, les États-membres peuvent demander des versements supplémentaires jusqu'à deux fois par an s'ils atteignent les objectifs convenus.

Sources : Commission européenne, NGEUtracker.com, Covéa Finance.
Données au 31.12.2023

02

INFLATION & BANQUES CENTRALES



Sébastien BERTHELOT

Responsable d'équipe Analyse Macroéconomique



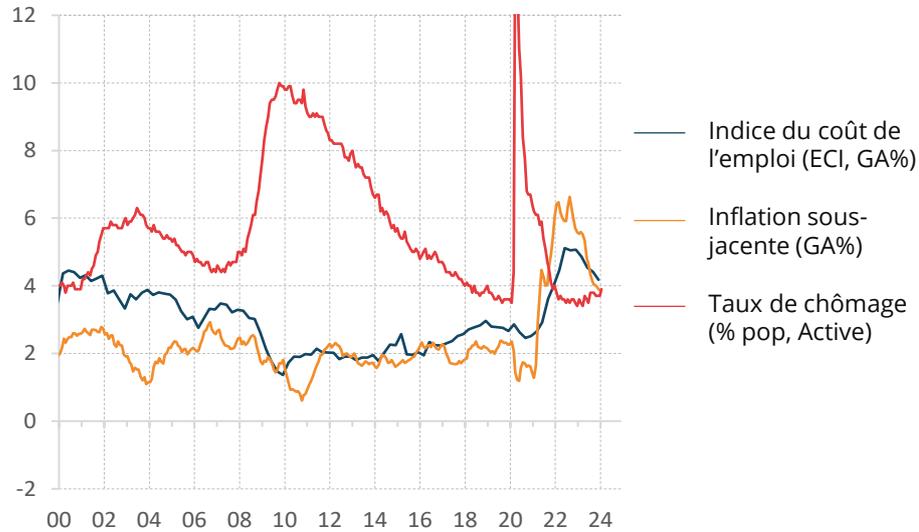
Marie-Edmée DE MONTS DE SAVASSE

Responsable d'équipe Gestion OPC Taux

Les tensions sur le marché du travail se résorbent très lentement

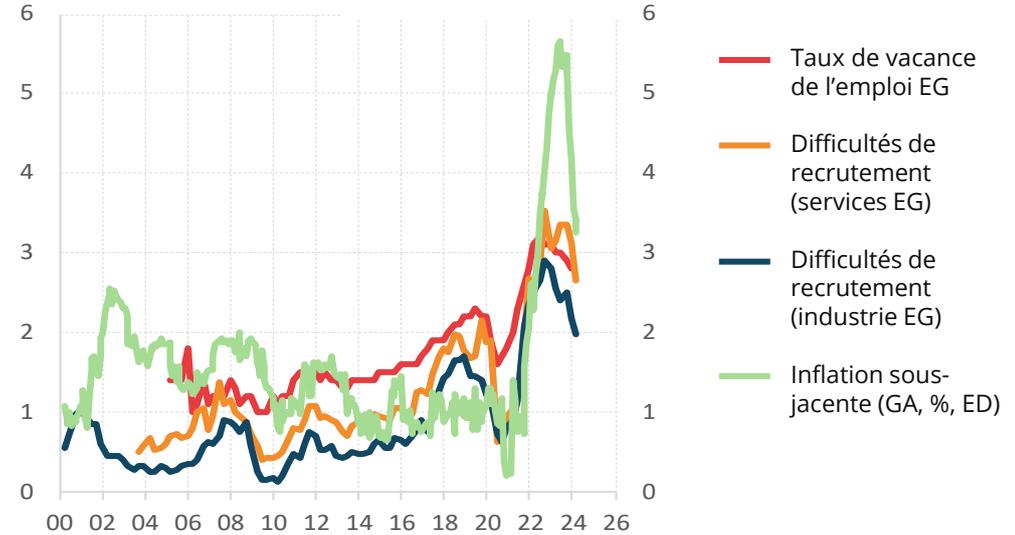
...alimentant une dynamique des salaires encore soutenue

États-Unis : Inflation, taux de chômage et salaire



Sources : Covéa Finance, Datastream, BLS

Zone euro : difficultés de recrutement, taux de vacance de l'emploi et inflation



Sources : Eurostat, Refinitiv, Covéa Finance

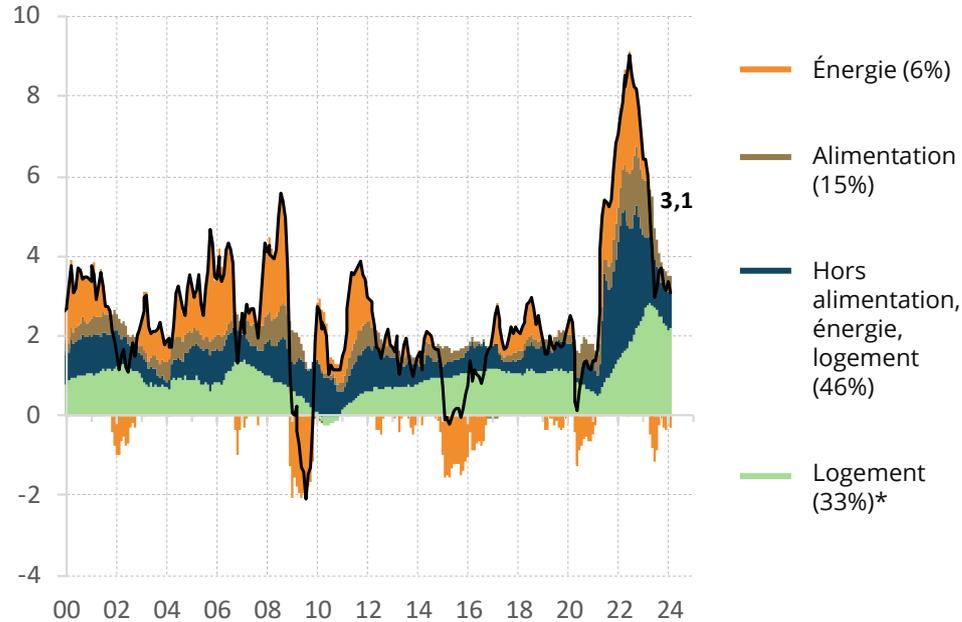
Dernier point : 02/24 T4 23

- Le taux de chômage est sur des niveaux historiquement faibles, tant aux États-Unis qu'en zone Euro. Le déséquilibre entre offre et demande d'emploi tend à se réduire, mais le processus est lent, ce qui maintient des pressions haussières sur les salaires.

L'inflation américaine sous-jacente peine à s'infléchir

Un retournement des prix de l'immobilier, un dilemme dans la conduite de la politique de la Fed

États-Unis : Contribution à l'inflation (GA%, NCVS)

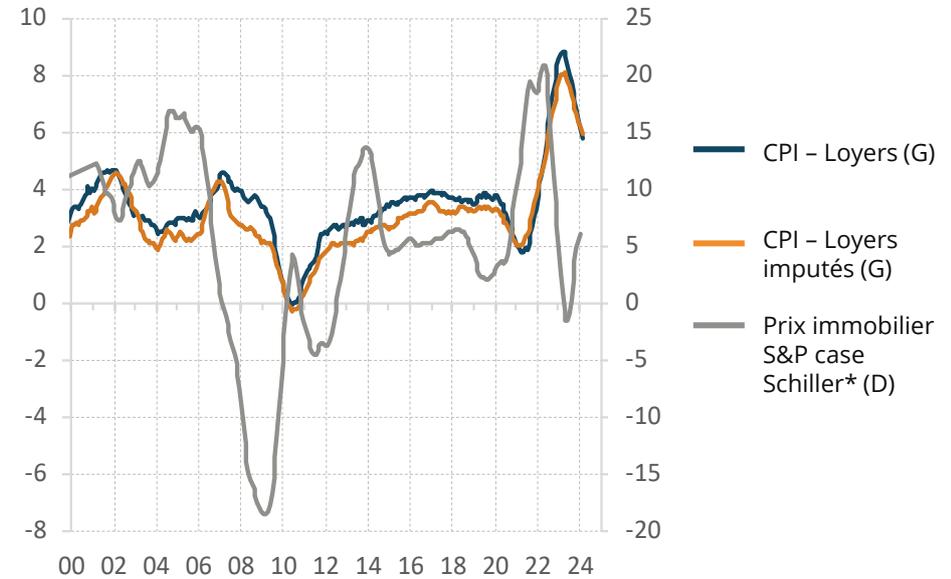


Sources : BLS, Thomson Reuters, Covéa Finance.
Début de la série en 1998

Dernier point : janvier 2024

*Loyer et équivalent loyer des propriétaires (montant payé par les propriétaires s'ils louaient), logements étudiants, hôtels.

États-Unis : Indices de prix à la consommation (GA%)



Sources : BLS, Thomson Reuters, Covéa Finance.
*Prix dans les 20 plus grandes villes

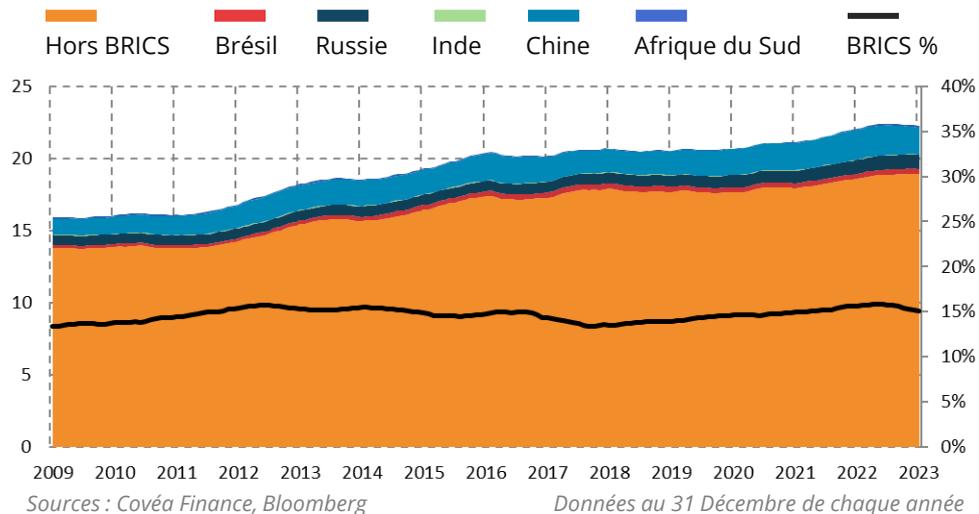
Dernier point : Janvier / février 2024

- Après l'énergie, puis l'alimentation, **le secteur du logement a permis de prolonger la modération du rythme d'inflation.**
- A la faveur de la baisse des taux longs américains à la fin 2023, **les prix de l'immobilier ont amorcé un rebond**, dont les effets pourraient se traduire sur les indicateurs plus larges d'inflation

La géopolitique de l'accès aux ressources : le cas du cuivre

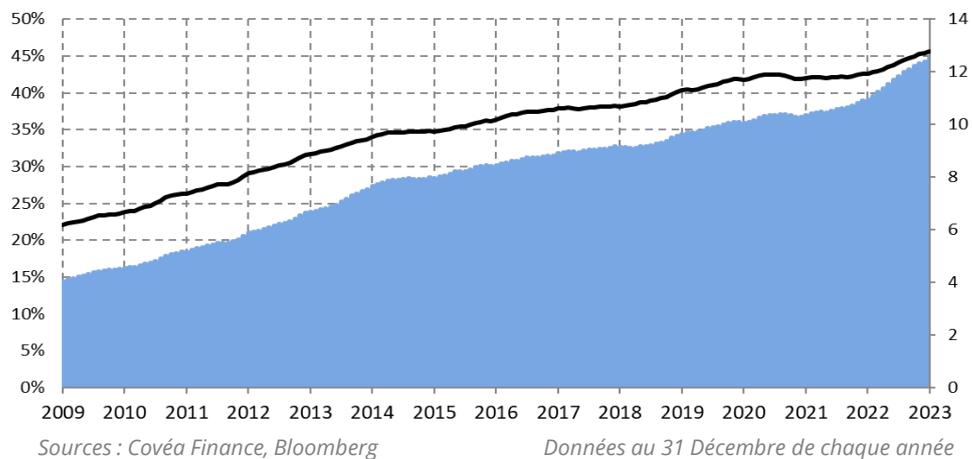
Une demande soutenue par la transition énergétique et une volonté de capter une plus grande part de la valeur ajoutée entraînent des tensions structurelles sur le cuivre

Production de minerai de cuivre (Mt/an) et part des BRICS (éch D)

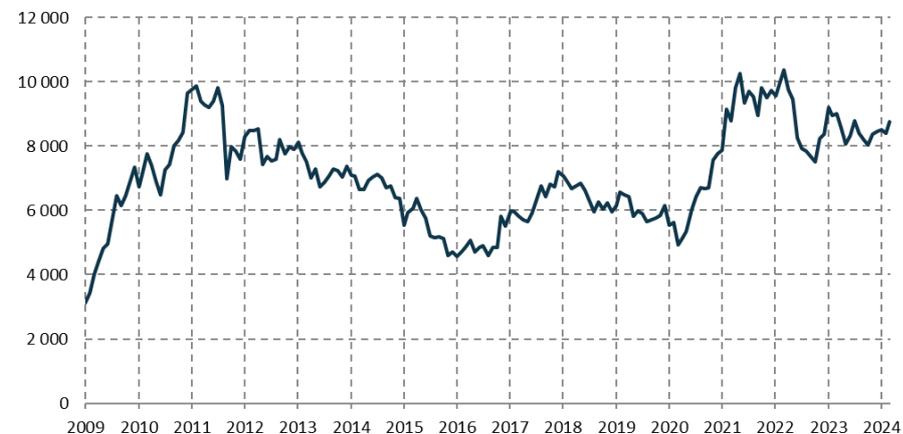


Production de cuivre raffiné en Chine

Chine - Production de cuivre raffiné (Mt/a - éch D)



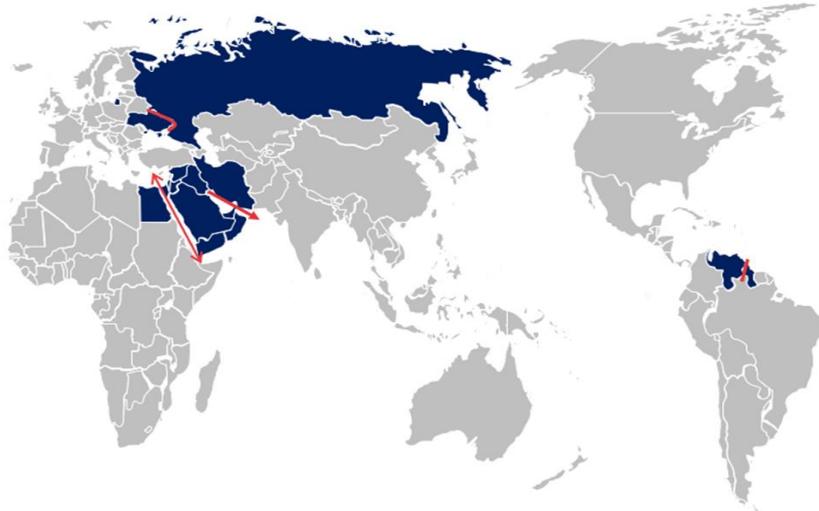
Cours du cuivre LME (\$/t)



Tensions internationales : un facteur d'incertitudes sur les équilibres des marchés

... avec des perturbations possibles sur ceux des hydrocarbures

Les routes pétrolières sous tension

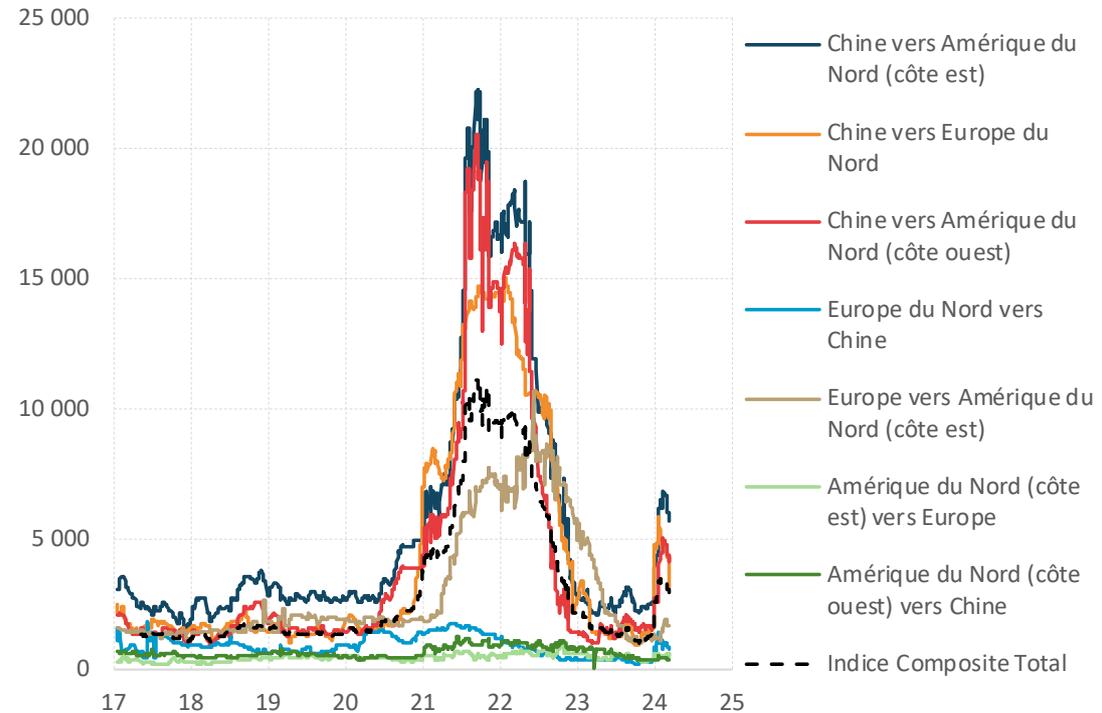


Les gazoducs les plus vulnérables de l'Union européenne



— Nord Stream 1 et 2 — Gazoducs (hors Russie)

Freightos Baltic Index - Taux de fret pour les conteneurs (USD par équivalent quarante pieds)



Sources : Freightos, Datastream, Covéa Finance
Début de la série en 2017

Dernier point : 15/03/2024

Rappel de l'équilibre structurel inflationniste

Pressions désinflationnistes structurelles

Démographie

- Vieillesse et baisse de la population : réduction de la demande agrégée.
- Déséquilibre épargne et investissement

Nouvelles technologies

- Accroissement de la concurrence (ruptures)
- Simplification des modes de distribution
- Degré d'automatisation des processus de production, qui se renforce de plus en plus dans les services avec le développement de l'IA (l'emploi se concentre dans les services dans les économies développées)

Pressions inflationnistes structurelles

Transition énergétique

- Réglementation liée au carbone
- Augmentation de la part du renouvelable dans le mix énergétique
- La géopolitique de l'accès aux ressources
- Une demande mondiale de pétrole qui reste soutenue et des risques de perturbation sur l'offre

Tensions géopolitiques

- Monde moins coopératif, des guerres qui se concentrent dans des zones clés pour l'accès aux matières premières stratégiques (Moyen-Orient, Russie, Ukraine)
- Mises en place de barrières tarifaires et non tarifaires (réglementations, normes)

Relocalisation - régionalisation

- Volonté de relocaliser une partie des ressources dites stratégiques
- Mises en place de mesures protectionnistes depuis plusieurs années
- Politiques de réindustrialisation (IRA, NGEU)
- Généralisation de normes

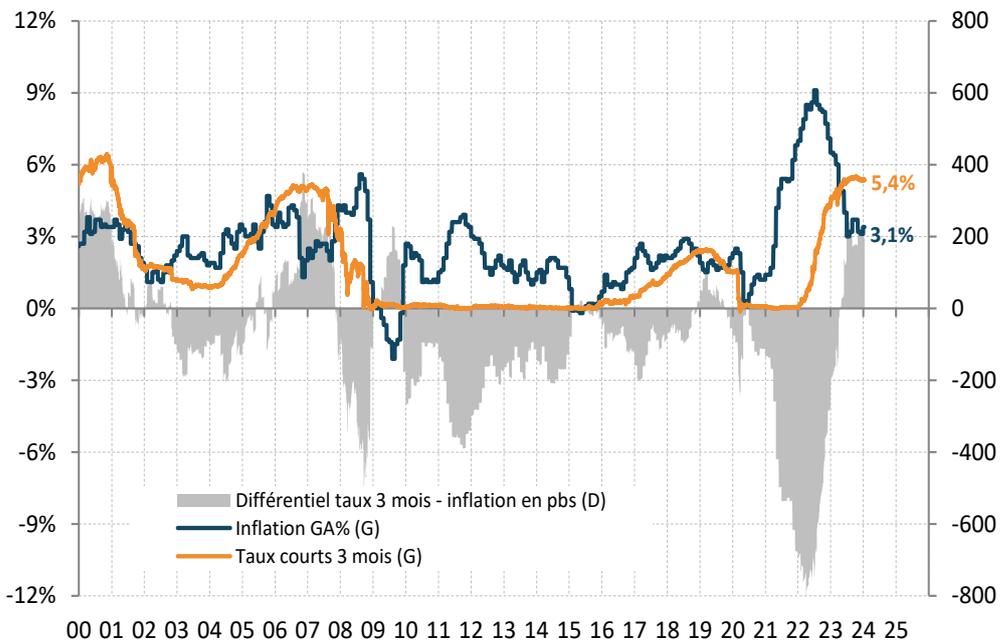
Augmentation des salaires

- Persistance de difficultés de recrutement sur fond de problèmes d'appariements (formation professionnelle inadaptée) et de pénurie de main-d'œuvre

Des marges de manœuvre différentes sur les outils conventionnels de politique monétaire

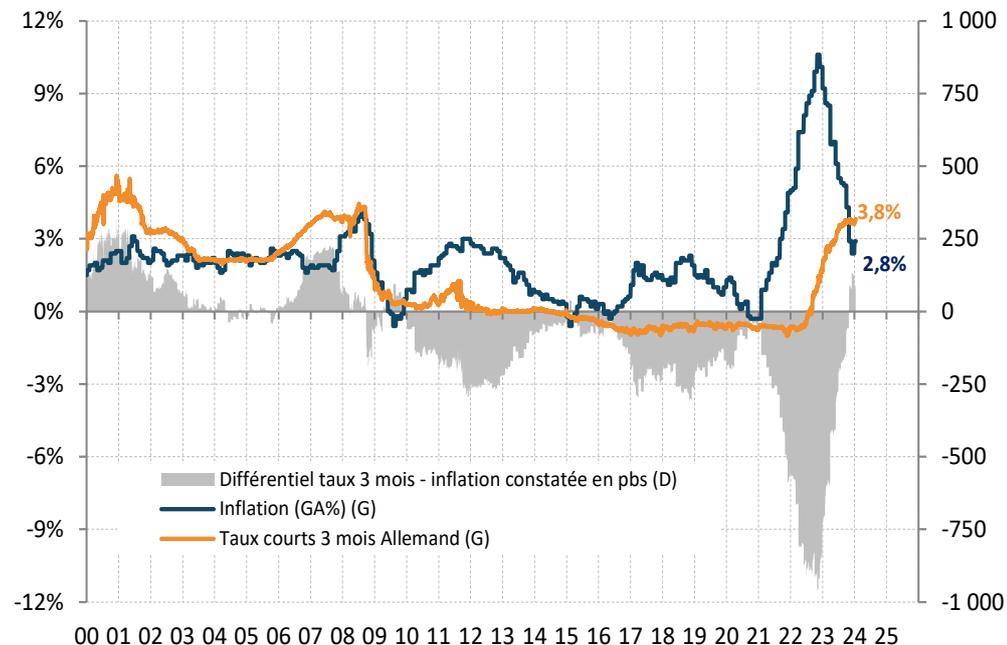
La Fed dispose d'une latitude supérieure à celle de la BCE

États-Unis : Inflation et taux courts



Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Zone Euro : Inflation et taux courts

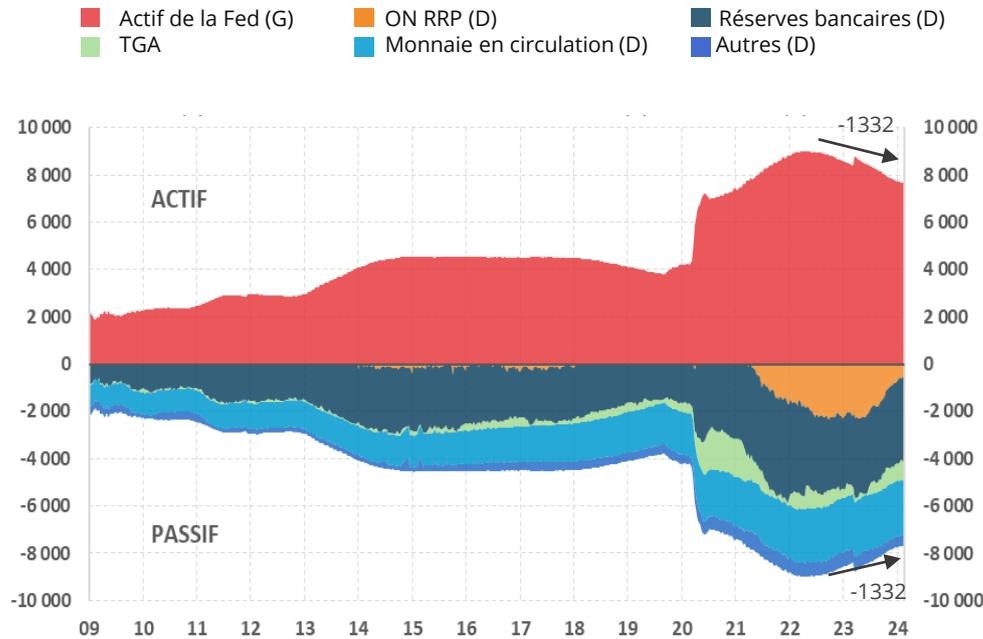


Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Une restriction de la politique non conventionnelle qui se poursuit...

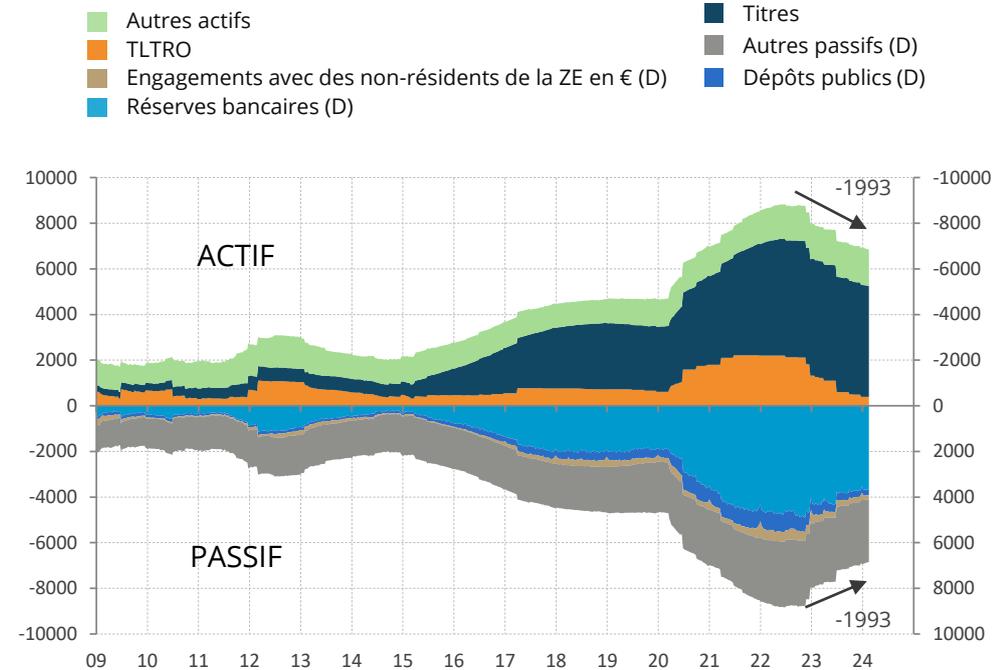
Avec des conséquences qui pourraient commencer à être plus importantes

Évolution du bilan de la Réserve Fédérale (en Md\$)



- *ON RRP : Overnight Reverse Repurchase Agreement, créée en 2013, facilité de prise en pension, outil qui permet d'apporter des liquidités auprès de la Fed en échange de garanties éligibles*
- *TGA : Compte du Trésor à la Fed*

Évolution du bilan de la Banque Centrale Européenne (en Md€)

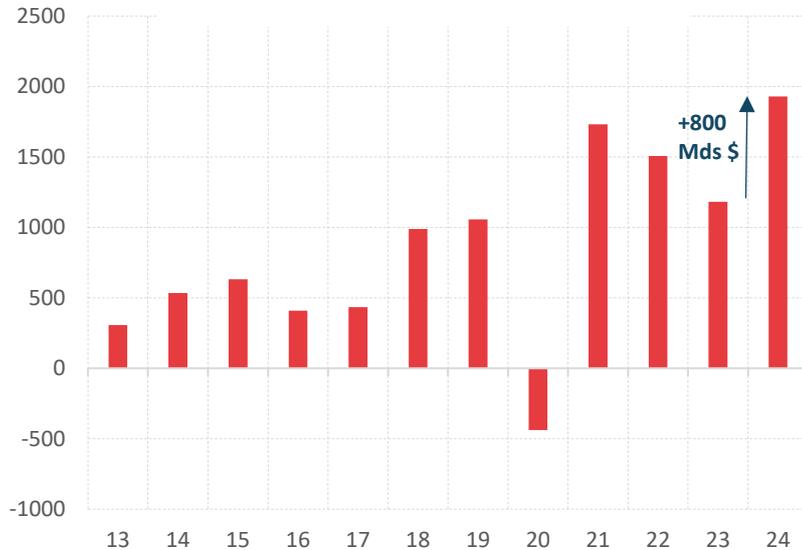


- *TLTRO (Targeted Long-Term Refinancing Operations) : opération de refinancement à très long terme, mises en place en 2014*

...mais qui fait face aux besoins de financement records des États

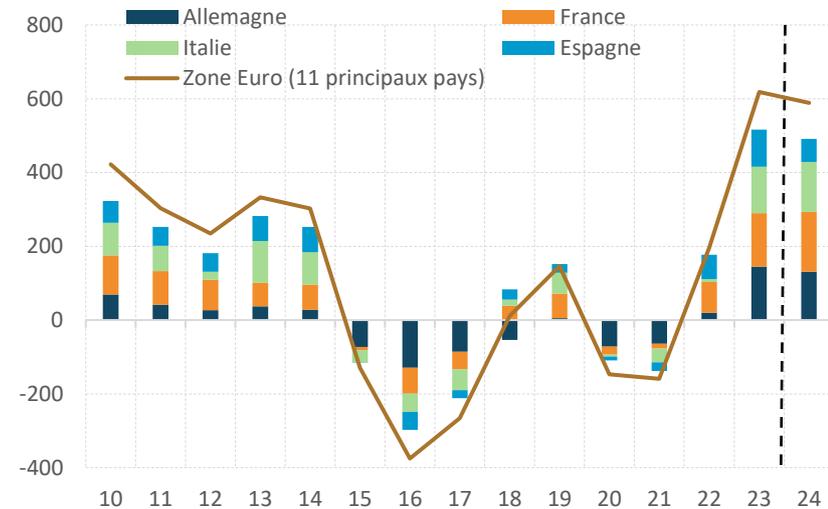
Des volumes d'émissions obligataires qui pourraient peser sur les taux d'intérêt aux Etats-Unis comme en zone Euro

Émissions nettes* du Trésor Américain nettes des réinvestissements de la Fed (en Md \$)



*Obligation souveraines hors bons du Trésor – Estimation pour 2024
Sources : Covéa Finance, JPM

Émissions nettes* des pays de la zone euro nettes des réinvestissements** (en Md €)



*Obligation souveraines hors bons du Trésor à Estimation pour 2024
** Sous l'hypothèse d'une réduction des réinvestissements du PERP de 7,5 Md€ par mois à partir du S2 2024
Sources : Covéa Finance, BNP Paribas

Notre environnement macroéconomique et nos conclusions

1 Un monde moins coopératif et plus conflictuel

Concurrence pour l'accès aux ressources
(financières, humaines, matières premières)

Régionalisation / réindustrialisation /
Recherche de souveraineté

Emergence de nouvelles
organisations (BRICS +, OPEP +)

Normes et
Réglementations

Transition
Énergétique

Hausse du nombre
de conflits armés

Réorganisation des échanges
commerciaux

Politiques
budgétaires
expansionnistes

Liquidité qui
s'amointrit
et
endettement
élevé de
certains
agents
entraînant
des risques
sur les actifs
financiers et
réels
(Immobilier,
Banque)

Emissions
records des
États

2 Impact du « multirégionalisme » sur nos trois clefs de lecture

Dollar : une volonté de s'en affranchir sans volonté de faire émerger une alternative unique

Pétrole : un marché plus équilibré entre offre et demande, avec des risques de perturbations accrues

Matières premières : une concurrence pour l'accès aux ressources et la captation d'une plus grande valeur ajoutée dans la chaîne

3 Une inflation structurelle

Politiques monétaires
restrictives

Marges de manœuvre
réduites des Banques
centrales

03

MARCHÉS FINANCIERS



Marie-Edmée DE MONTS DE SAVASSE
Responsable d'équipe Gestion OPC Taux

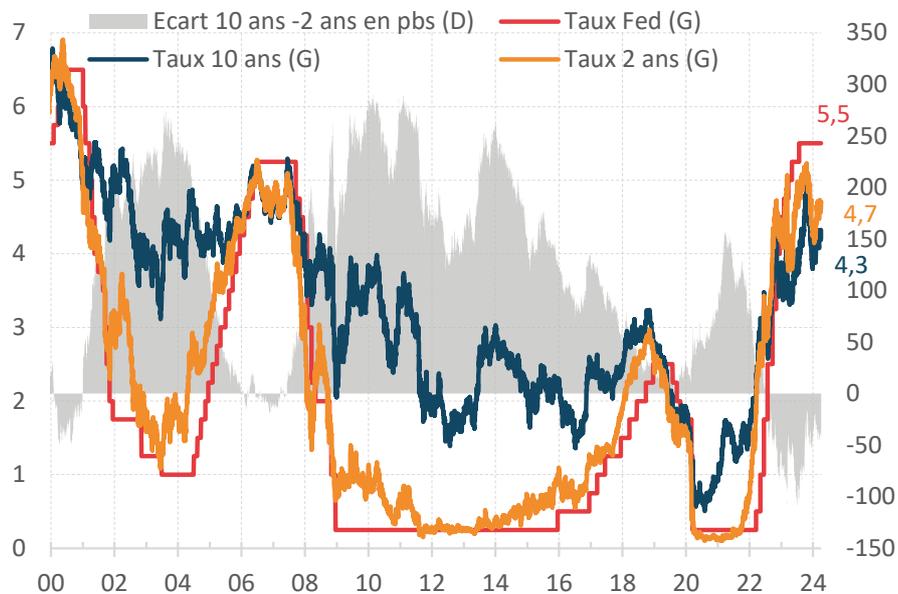


Vincent HADERER
Responsable du pôle gestion Actions Internationales

Des taux directeurs qui resteront élevés...

...et une pression haussière sur les taux longs

Évolution des taux 10 ans et 2 ans des États-Unis et du taux directeur de la Fed (en %)



Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Évolution des taux 10 ans et 2 ans de l'Allemagne et du taux de dépôt de la BCE (en %)

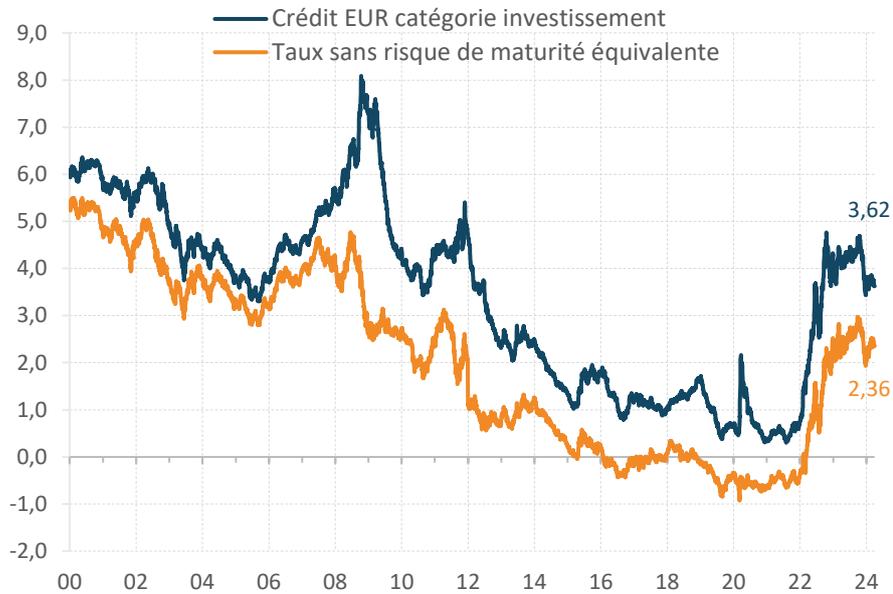


Sources : Covéa Finance, Bloomberg

La persistance d'un appétit pour le crédit...

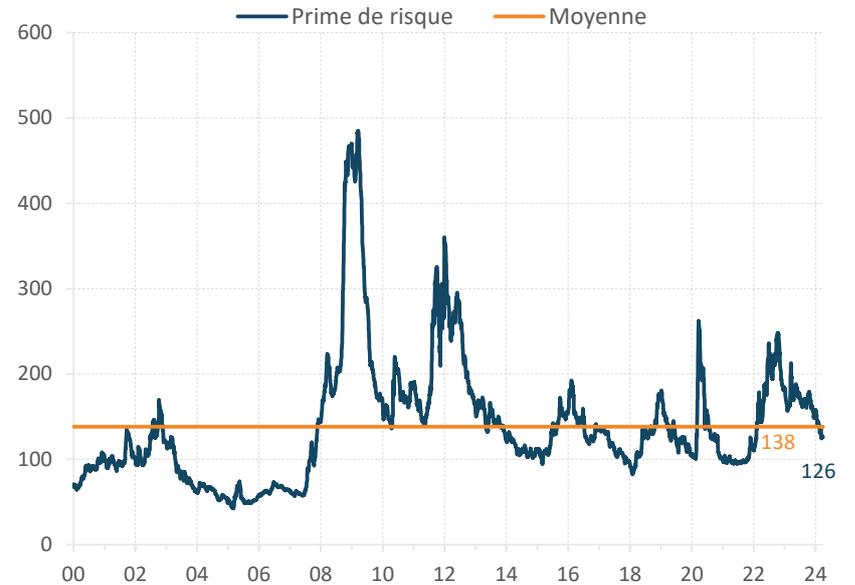
...malgré des primes de risque resserrées

Taux de rendement du crédit € catégorie investissement (%)



Sensibilité de l'indice : 4,4
Sources : Covéa Finance, Markit

Prime de risque du crédit € catégorie investissement (en pbs)



Sources : Covéa Finance, Markit

Les indices actions affichent de nouveaux records

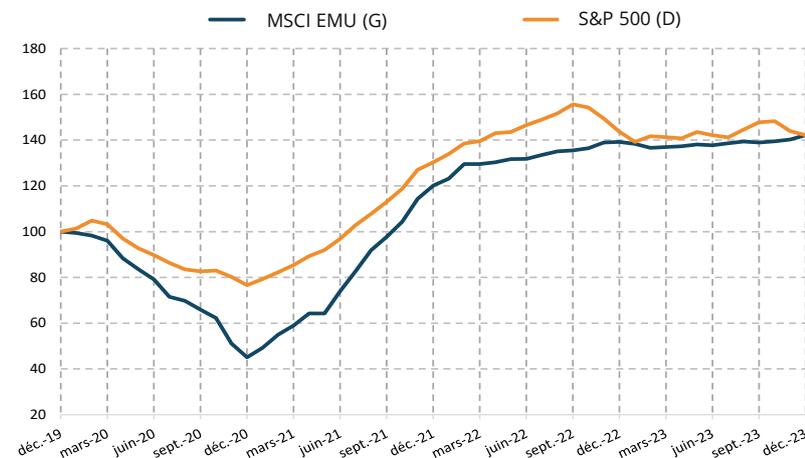
Une divergence forte entre performances des marchés actions et évolutions des résultats des entreprises, avec des risques importants de poursuite de pression sur les marges (coûts salariaux, refinancement ...)

Évolution des indices boursiers mondiaux en devises locales
(base 100 au 31.12.2019, dividendes non réinvestis)



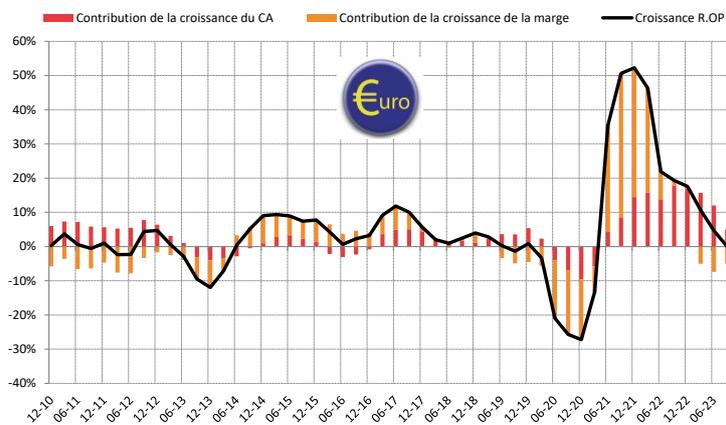
Sources : Bloomberg, Covéa Finance

Évolution des résultats nets 12 mois glissants
(base 100 au 31.12.2019)



Sources : Factset, Covéa Finance

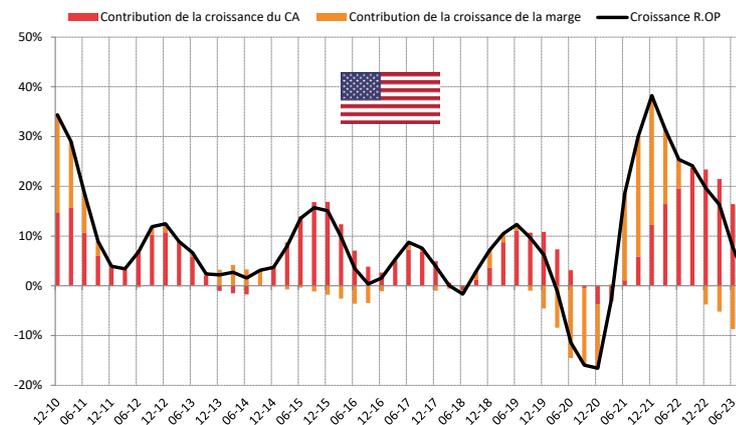
Contribution à la croissance du résultat opérationnel sur un an glissant des
croissances du CA et de la marge du MSCI EMU*



Sources : Bloomberg, Covéa Finance

*Échantillon composé des valeurs du MSCI EMU publiant leurs données de CA et de R.O depuis 2009

Contribution à la croissance du résultat opérationnel sur un an glissant des
croissances du CA et de la marge du S&P 500*



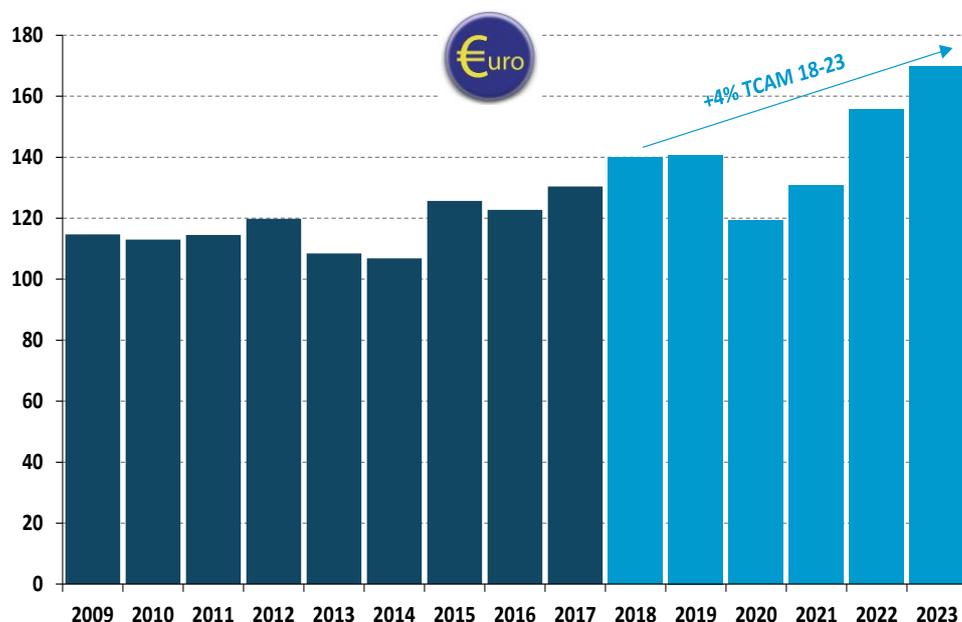
Sources : Bloomberg, Covéa Finance

*Échantillon composé des valeurs du S&P 500 publiant leurs données de CA et de R.O depuis 2009

Les entreprises continuent néanmoins à investir

Une accélération des dépenses en attendant la diffusion des plans d'investissements aux États-Unis

Dépenses d'investissements des entreprises du MSCI EMU* hors financières sur une année glissante (en milliards d'euros)

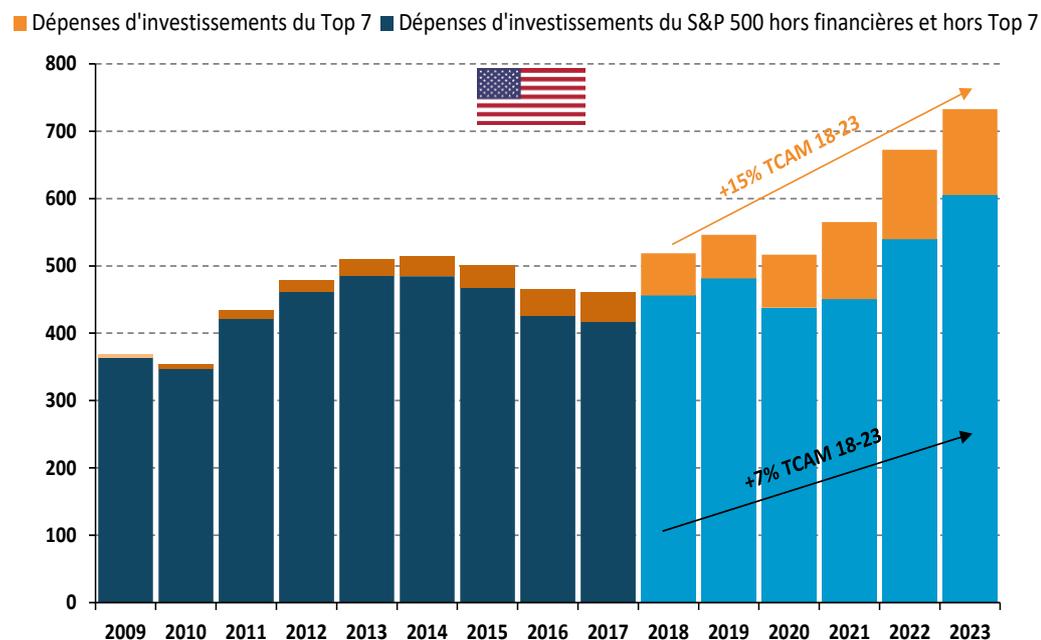


Sources : Bloomberg, Covéa Finance, données arrêtées au S1 2023

*Échantillon composé des valeurs du MSCI EMU publiant leurs dépenses d'investissements depuis 2009

TCAM : Taux de Croissance Annualisé Moyen

Dépenses d'investissements des entreprises du S&P 500 hors financières sur une année glissante (en milliards de dollars)



Sources : Bloomberg, Covéa Finance, données arrêtées au T3 2023

*Échantillon composé des valeurs du S&P 500 publiant leurs dépenses d'investissements depuis 2009

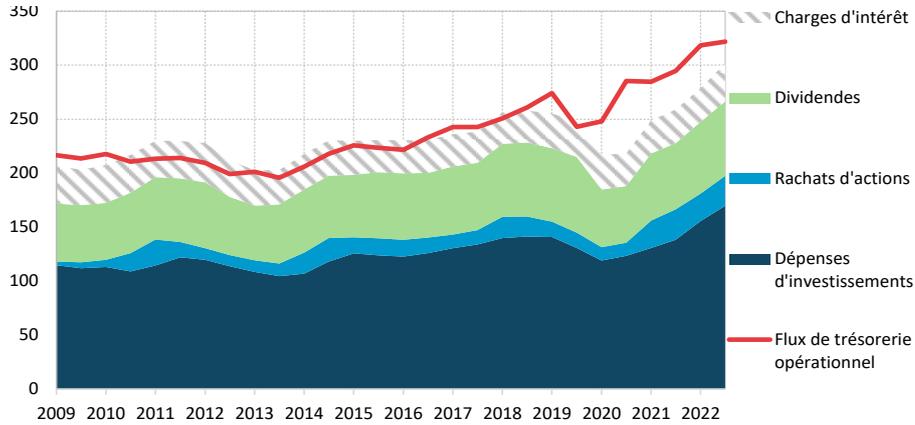
TCAM : Taux de Croissance Annualisé Moyen

Top 7 : les 7 plus grandes capitalisations américaines (Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Nvidia, et Tesla)

Des choix contraints en matière d'allocation du capital

Des entreprises qui devront arbitrer entre investissements, retour à l'actionnaire et maîtrise de leur dette

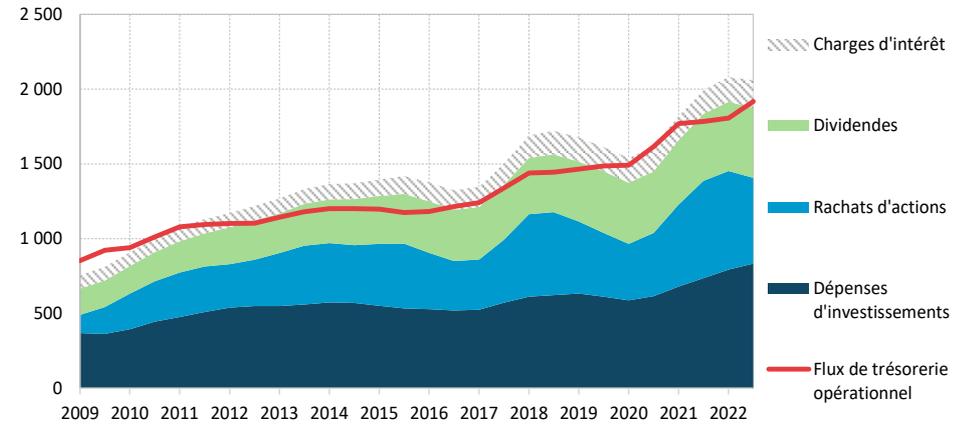
Allocation de la génération de trésorerie des entreprises du MSCI EMU hors financières (données annuelles glissantes)



Sources : Bloomberg, Covéa Finance. Dernier point au S1 2023

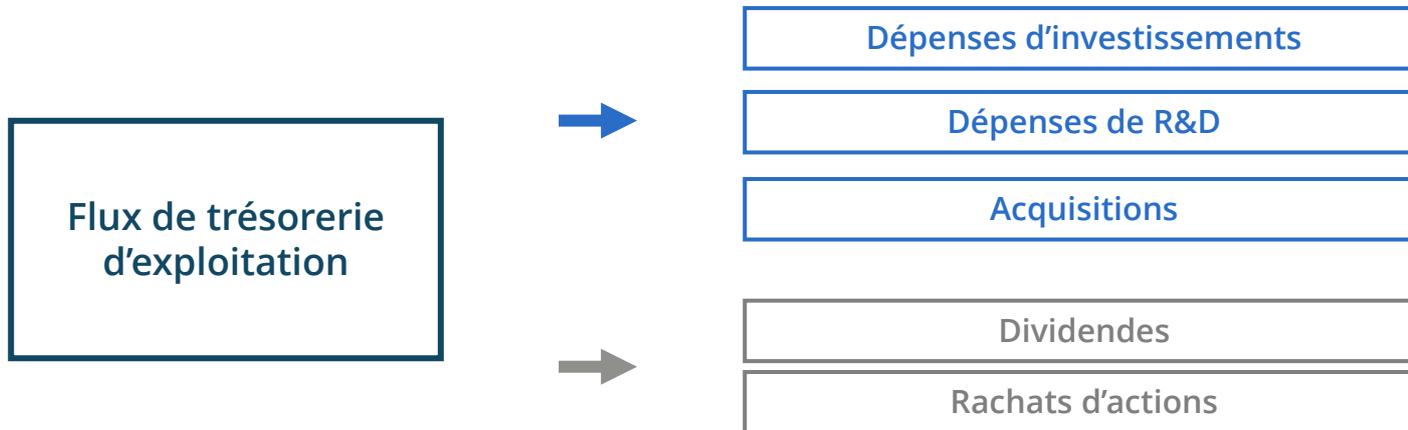
*Échantillon composé des entreprises du MSCI EMU au 31/12/2023 ayant des données disponibles depuis 2009

Allocation de la génération de trésorerie des entreprises du S&P 500 hors financières* (données annuelles glissantes)



Sources : Bloomberg, Covéa Finance. Dernier point au S1 2023

*Échantillon composé des entreprises du S&P 500 au 31/12/2023 ayant des données disponibles depuis 2009



04

CONCLUSION



Vincent HADERER

Responsable du pôle gestion Actions Internationales

Biographie des intervenants



Sébastien BERTHELOT
Responsable d'équipe Analyse Macroéconomique

Titulaire d'un Magistère d'Économie obtenu en 2007 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et d'un Master Ingénierie Économique et Financière en 2008, Sébastien rejoint la même année Covéa Finance en tant que qu'économiste. En juin 2021, il prend la tête de l'équipe Analyse Macroéconomique



Vincent HADERER
Responsable du pôle gestion Actions Internationales

Titulaire d'un Master Sciences de Gestion obtenu à l'Université Paris Dauphine et d'un DESS Ingénierie Financière de l'Université Paris Sud, il a passé 16 ans au sein du groupe Amundi en tant que Responsable de l'équipe Gestion Actions Américaines, Responsable du pôle Épargne Salariale, Responsable de l'équipe Gestion Actions Internationales et enfin Responsable de l'équipe de Gestion "Thématiques Globales". En juin 2016, Vincent a rejoint le pôle Gestion Actions Internationales de Covéa Finance en tant que Responsable de l'équipe Gestion Actions Amérique et Monde.



Marie-Edmée DE MONTS DE SAVASSE
Responsable d'équipe Gestion OPC Taux

Titulaire d'un master Actuariat obtenu à l'Université Pierre et Marie Curie et d'un master de Statistiques, Probabilités et Finances de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Marie-Edmée a débuté sa carrière au Crédit Lyonnais comme gestionnaire de portefeuille junior. En 2004, Marie-Edmée intègre la BNP en tant qu'Analyste des risques de marché puis, en 2007 elle devient gestionnaire de portefeuille obligataire, poste qu'elle occupera pendant 10 ans. Elle rejoint en 2017 Le Conservateur comme Gérant obligataire et c'est en 2020 qu'elle intègre Covéa Finance. Elle est aujourd'hui Responsable de l'équipe OPC Taux. Marie-Edmée est membre depuis 2004 de l'institut des Actuaire de France.

Vos interlocuteurs

Covéa Finance, société de gestion d'actifs du groupe Covéa



Suzanne DOS SANTOS-WAHL

Responsable du pôle commercialisation
01 40 06 68 61
suzanne.dos-santos@covea-finance.fr



Vanessa VALENTE

Responsable du développement de la clientèle institutionnelle et Distribution
06 89 50 32 70
vanessa.valente@covea-finance.fr



Ludovic DOBLER

Responsable d'équipe d'accompagnement Groupe
06 43 57 45 31
ludovic.dobler@covea-finance.fr



Edouard AYELLO

Chargé de relations investisseurs
06 47 81 91 54
edouard.ayello@covea-finance.fr



Olivier DETOURBET

Chargé d'accompagnement Groupe
06 79 22 08 74
olivier.detourbet@covea-finance.fr



Hadrien BRAUD-MUSSI

Chargé de relations investisseurs
06 73 92 07 36
hadrien.braud-mussi@covea-finance.fr



Pour plus d'informations rendez-vous sur
www.covea-finance.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :



Covéa Finance



@CoveaFinance

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 24 901 254 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Document non contractuel, produit à titre indicatif qui ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit et pourra faire l'objet de changements sans préavis de notre part. Toute reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Il contient des opinions et analyses conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier. Ce document ne se substitue pas au DIC.

Avant toute souscription, vous devez vous référer au dernier DIC consultable sur le site internet de Covéa Finance : www.covea-finance.fr, sur lequel figurent la stratégie d'investissement et les risques associés au fonds.

Toute reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

CO
vea Finance